



**Stéphane PEU**

Député 2<sup>e</sup> circonscription  
de la Seine-Saint-Denis

### Permanence parlementaire

121 rue Gabriel Péri  
93200 Saint-Denis

Des permanences ont également  
lieu à Pierrefitte-sur-Seine  
et à Villetaneuse.

☎ 01 41 68 21 89

✉ [contact@stephanepeu.fr](mailto:contact@stephanepeu.fr)

### Retrouvez-moi sur

f Stéphane Peu

t Stéphane1peu

y Stéphane Peu

i stephanepeu

📍 stephanepeu.fr

## « Urgence à réformer le contentieux aérien pour soulager les tribunaux de proximité : le cas d'Aulnay-sous-Bois »

Monsieur le député Stéphane PEU interroge Monsieur le ministre de la Justice, Garde des sceaux sur l'engorgement du tribunal de proximité d'Aulnay-sous-Bois créé par le contentieux aérien du fait de sa proximité directe avec la plateforme aéroportuaire Roissy-Charles De Gaulle.

**Avec près de 13 115 dossiers en stock au 30 septembre 2023** et des délais d'audience qui avoisinent cinquante-cinq mois, le contentieux des demandes d'indemnisation des retards ou annulations de vols à l'aéroport de Roissy pose de véritables difficultés de traitement et entraîne un **engorgement du tribunal de proximité d'Aulnay-sous-Bois**.

Ce contentieux est encadré par un règlement européen qui laisse aux États membres le libre choix de déterminer les juridictions compétentes en la matière. En droit français, l'article 46 du code de procédure civile prévoit qu'un demandeur peut, à son choix, ester le défendeur devant le tribunal du lieu de domicile de ce dernier ou la juridiction du lieu de la livraison effective de la chose ou encore celle du lieu de l'exécution de la prestation de service : en d'autres termes, **les passagers souhaitant se faire indemniser peuvent saisir le tribunal du siège de la compagnie aérienne, du lieu de départ ou du lieu d'arrivée de leur vol**.

Cela étant, s'agissant de demandes en justice tendant au paiement d'une somme n'excédant pas 5 000 euros, l'article 750-1 du code de procédure civile prévoit que ces demandes doivent être précédées, au choix des parties, d'une **tentative de conciliation menée par un conciliateur de justice, d'une tentative de médiation ou d'une tentative de procédure participative** sans quoi le juge peut prononcer d'office l'irrecevabilité de ces demandes. **Dans les faits, cette disposition législative est inopérante**, le nombre de conciliateurs et de médiateurs étant insuffisant et la procédure participative, onéreuse.



## Stéphane PEU

Député 2<sup>e</sup> circonscription  
de la Seine-Saint-Denis

### Permanence parlementaire

121 rue Gabriel Péri  
93200 Saint-Denis

Des permanences ont également  
lieu à Pierrefitte-sur-Seine  
et à Villetaneuse.

☎ 01 41 68 21 89

✉ [contact@stephanepeu.fr](mailto:contact@stephanepeu.fr)

### Retrouvez-moi sur

f Stéphane Peu

t Stéphane1peu

y Stéphane Peu

📷 stephanepeu

📧 stephanepeu.fr

En conséquence, **des avocats spécialisés apportent chaque semaine au tribunal de proximité d'Aulnay-sous-Bois des cartons entiers de requêtes.**

Afin de lever cette difficulté, **Monsieur le député propose de modifier l'article 750-1 du code de procédure civile** afin de préciser qu'en matière de contentieux aérien, la médiation précitée est assurée par le Médiateur du tourisme et du voyage et que c'est la seule procédure amiable possible, à l'exclusion de la conciliation et de la procédure participative.

**Monsieur le député estime qu'une telle évolution permettrait de régler à l'amiable 90 % des litiges**, dans l'intérêt tant des passagers de vols retardés que dans celui des autres justiciables usagers des tribunaux de proximité.

Cette modification législative bénéficierait d'ailleurs à d'autres tribunaux croulant sous ce type de requêtes du fait de la présence d'un aéroport important dans leur ressort.

Selon les éléments fournis par les chefs de juridiction de Bobigny, une réunion a été organisée le 30 juin 2023 sous l'égide du premier président de la cour d'appel de Paris avec les présidents des tribunaux concernés – Paris, Bobigny, Créteil et Évry –, les avocats intervenant au titre de ce contentieux et le Médiateur du tourisme et du voyage, afin d'aller dans ce sens. Cependant, la décision tarde à venir tandis que les contentieux viennent chaque semaine engorger un peu plus les tribunaux de proximité.

*Monsieur le député souhaite donc connaître l'avis de Monsieur le ministre de la Justice sur sa proposition visant à modifier l'article 750-1 du code de procédure civile afin de préciser qu'en matière de contentieux aérien, la médiation est assurée par le Médiateur du tourisme et du voyage et que c'est la seule procédure amiable possible, à l'exclusion de la conciliation et de la procédure participative. Monsieur le député insiste sur l'urgence à légiférer sur le sujet.*